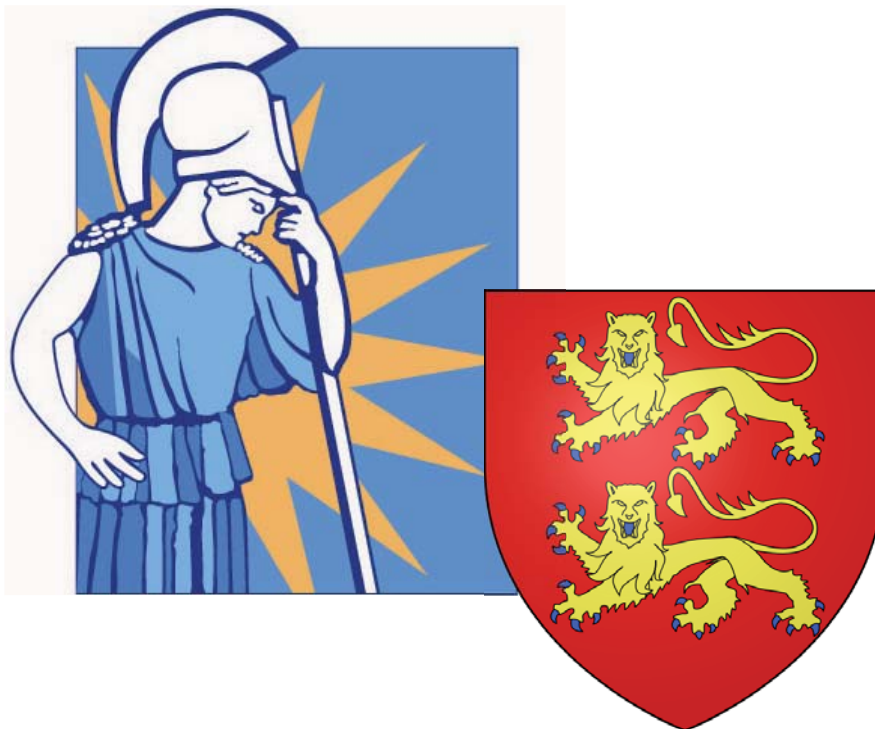


# Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale

Année 2010 – 2011

## Association régionale de Basse-Normandie (AR3)



**Thème du sujet d'étude**

*La France, l'Union européenne, leurs alliés et partenaires  
face aux défis de l'arc de crise.*

## **Association régionale de Basse-Normandie (AR3)**

**Président :** François GELMANN

**Rapporteur :** Jean-Marie GOUSSIN

**Rapporteur suppléant :** Christian MITTAUX

### **Comité de rédaction et de lecture :**

Calvados  
Michel COUTURIER  
Jérôme JOUSSET  
Christian MITTAUX  
Emmanuel de VAINS

Manche  
Thomas FOURNIE  
David MORTELETTE  
Daniel SIMON

Orne  
Jacques DREMEAU  
Jean-Marie GOUSSIN  
Claude LOUISFERT  
Vincent PIQUOT

## **La France, l'Union européenne, leurs alliés et partenaires face aux défis de l'arc de crise.**

Le Livre blanc considère que " *La France et l'Europe appartiennent à un ensemble de démocraties qui se trouvent aujourd'hui en situation de plus grande vulnérabilité qu'au moment de la sortie de la guerre froide* " (p.43)

L'arc de crise de l'Atlantique à l'Océan Indien ne constitue pas un ensemble homogène. Les sous-ensembles régionaux ont chacun sa logique : celle de la zone sahélienne, de la Mauritanie jusqu'à la Somalie, se distingue nettement des bordures de la Méditerranée, du Proche-Orient, du golfe Arabo-Persique, ou de l'Afghanistan et du Pakistan.

Cet arc connaît des évolutions pesant sur la sécurité de la France et de l'Europe :

Radicalismes islamiques et antagonismes entre sunnites et chiites, questions kurdes, conflit israélo-palestinien et absence d'accords régionaux, instabilité des régimes (Irak, Afghanistan, Pakistan) et rivalités régionales (Arabie saoudite et Iran, Inde et Pakistan), persistance de foyers de groupes terroristes, risque de prolifération nucléaire et balistique et programmes clandestins d'armes nucléaires, chimiques et biologiques.

Comme le souligne le Livre blanc, " *l'instabilité de cet arc géographique peut affecter directement ou indirectement nos intérêts. Les pays européens sont présents militairement à des titres divers au Tchad en Palestine, au Liban, en Irak et en Afghanistan. Dans ces conditions, l'Europe et la France sont probablement appelées à s'engager plus encore à l'avenir dans l'ensemble de la zone, pour aider à la prévention et au règlement des crises* " (p. 43 et ss. ).

Chacun des trois départements de l'AR3 Basse-Normandie a fait le choix de traiter un sous-ensemble régional de l'arc de crise :

Calvados : zone saharo-sahélienne et Corne de l'Afrique.

Orne : Proche-Orient et Méditerranée orientale.

Calvados : Golfe arabo-persique et péninsule arabique.

Manche : Afghanistan.

*Notre Défense, pour être efficace face aux menaces multiples, se doit d'avoir plusieurs cordes à son arc pour affronter la problématique de l'Arc de Crise et en sortir renforcée.*

# La Corne de l'Afrique et la Région Saharo Sahélienne

**La Corne de l'Afrique** est une péninsule de l'Afrique de l'Est qui s'étend depuis la côte sud de la mer Rouge jusqu'à la côte ouest de la mer d'Oman. Le terme désigne aussi la région occupée par quatre Etats, la Somalie, Djibouti, l'Ethiopie et l'Erythrée. La Corne de l'Afrique couvre environ 2 millions de km<sup>2</sup> et compte 90,2 millions d'habitants, dont 75 en Ethiopie, 10 en Somalie, 4,5 en Erythrée et 0,7 à Djibouti.

La Corne de l'Afrique riche de sa dimension culturelle et historique reste parmi les régions du monde la plus pauvre et la plus menacée par les conflits.

Au plan géostratégique, elle revêt une importance stratégique majeure, objet de tous les enjeux : 50% du trafic mondial de gaz et de pétrole passe par le Golfe d'Aden.

Du fait des frontières arbitraires héritées de l'ère coloniale, les gouvernants de cette sous-région ont suivi des stratégies politiques tendant à ignorer les affinités socio culturelles et les interdépendances économiques entre leurs peuples.

L'Union Européenne joue un rôle important dans cette région où elle est l'acteur principal en matière de développement et d'ordre humanitaire. En même temps, l'UE a intérêt à la stabilité de la région en raison de sa proximité avec la mer Rouge, qui est un passage essentiel pour le commerce avec l'Arabie Saoudite, principal producteur pétrolier du monde.

La Corne est imbriquée dans un système régional d'insécurité alimenté par les crises politiques et les conflits : crise à la frontière entre l'Erythrée et l'Ethiopie, en Somalie, conflits au Soudan et dans le nord de l'Ouganda.

Cette instabilité est renforcée par les migrations, les trafics clandestins d'armes et de drogue ainsi que par les flux de réfugiés.

Problèmes à prendre en considération pour améliorer la stabilité politique de la région :

**-l'interdépendance entre sécurité, pauvreté et gouvernance.** La marginalisation de certaines communautés est renforcée par les milieux d'affaires qui profitent des économies de guerre. En outre l'autoritarisme, le militarisme et l'ingérence des puissances extérieures contribuent à l'instabilité et aux conflits.

**-le fondamentalisme religieux** a profité de la faiblesse des institutions étatiques pour se développer. La pauvreté l'ont également renforcé tout comme l'influence de l'idéologie fondamentaliste extrémiste.

**-les migrants, les réfugiés** sont nombreux dans toute la région. Ces populations sont non seulement une source d'instabilité régionale mais aussi vulnérables et facilement exploitables par les trafiquants et les réseaux criminels.

**-la prolifération et utilisation frauduleuse des armes** légères contribuent à la présence des seigneurs de la guerre, des milices et des réseaux criminels tout en catalysant le terrorisme.

**-l'insécurité des zones frontalières et périphériques.**

**-la concurrence pour l'accès aux ressources naturelles** (l'eau, le bois, le poisson, les terres fertiles) subit les conséquences de la désertification et des changements climatiques.

**-l'insécurité alimentaire structurelle** par l'épuisement des ressources naturelles est de nature à provoquer des tensions ethniques et des conflits.

**-la poussée démographique** augmente encore la pression sur des ressources naturelles limitées.

Ces problématiques doivent nourrir le dialogue entre l'UE et la Corne et, en outre tenir compte des principales questions stratégiques nationales, c'est-à-dire :

- l'intégration dans la politique de l'UE et des pays de la Corne de l'appui des Etats aux groupes armés transfrontaliers ;
- la résolution des questions de délimitation des frontières, notamment entre l'Éthiopie et l'Érythrée ;
- la prise en compte du rôle de Djibouti dans la stabilité régionale ;
- la participation des pays voisins de la Somalie dans le processus de paix de celle-ci dans lequel ils peuvent jouer un rôle de stabilisation.

La Communauté internationale et l'Afrique ne peuvent pas se résigner à ce que la Somalie devienne un espace de non-droit générateur d'instabilité, d'insécurité et de radicalisme qui entrave les efforts internationaux pour enrayer le terrorisme, la piraterie et les trafics illégaux. La France a, dès 2008, soutenu les discussions pour faciliter la réconciliation nationale et, dans le cadre du processus de Djibouti apporté un soutien politique au Président et au gouvernement, formé des forces de sécurité, concentré son aide financière sur quelques secteurs prioritaires.

La France se tient également aux côtés de l'Union Africaine dans sa mission en Somalie. L'aide humanitaire est également une priorité. Depuis 2006, la France a consacré plus de 17 millions d'euros à l'aide alimentaire en faveur de la Somalie et des réfugiés somaliens au Kenya.

La France est très engagée dans la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes. Dès 2007 la France a lancé des opérations d'escortes et de protection des navires du Programme alimentaire mondial (opération Alcyon), ensuite elle a convaincu ses partenaires de la suivre avec le lancement, en décembre 2008, de l'opération Atalante.

Le déploiement de la force de maintien de la paix de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM) fait suite à la guerre entre le gouvernement de transition somalien, aidé par l'Éthiopie, et les forces des tribunaux islamiques en décembre 2006. Le mandat de l'AMISOM est d'appuyer le dialogue, assurer la protection des institutions somaliennes de transition et leurs infrastructures.

L'AMISOM contrôle la moitié de la ville de Mogadiscio. C'est un moment clé : la communauté internationale doit faire en sorte que l'AMISOM puisse « monter en pression » en fournissant les moyens nécessaires à sa mission.

Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont envoyé un message très clair aux responsables somaliens, en leur demandant d'arrêter les querelles politiques sous peine de perdre l'appui financier de la communauté internationale. Alors que leur mandat se termine en août 2011, les membres du gouvernement n'ont pas accompli une seule des tâches qui leur ont été confiées, c'est-à-dire la sécurisation du pays et l'élaboration d'une constitution.

Le dispositif maritime anti-piraterie est efficace, mais atteint ses limites. La solution durable sera toujours de nature politique et nécessite des mesures rapides au niveau de droit international afin d'éviter toute impunité. Les solutions présentées par J Lang dans son rapport sur la piraterie, au secrétaire général de l'ONU, vont dans ce sens.

**Le Sahel** désigne en arabe le rivage ou la bordure méridionale du désert, la mer intérieure.

Géographiquement, le Sahel s'étend de la mer Rouge à l'océan Atlantique et constitue une séparation entre le Sahara, désert de sable, et la savane. Sur le plan géopolitique, le Sahel est l'arc reliant le Soudan à la Mauritanie, incluant le Tchad, le Niger, le Mali, le Sénégal, le Burkina Faso. Globalement, cette région de 5,4 millions de km<sup>2</sup> compte 77 millions d'habitants.

La région saharo-sahélienne dont les frontières sont quasi inexistantes, focalise les inquiétudes par le condensé des tensions la parcourant où se mêlent conflits de territoires, violences politiques, actions terroristes et trafics.

L'instabilité presque permanente du Sahel s'explique par la fragilité des Etats de cette zone, sinon la faillite de certains d'entre eux. Ces Etats n'ont pas surmonté les allégeances de type ethnique ou tribal, complexes de par la fracture Afrique noire-Afrique blanche, le Nord et le Sud (Soudan, Tchad, Mali, Niger), les tensions entre populations arabisées et non arabisées, les inégalités institutionnalisées et les destructions sociales engendrées par la colonisation généralisée.

Il s'avère difficile pour les Etats sahéliens d'assurer l'exercice effectif de leur souveraineté sur l'ensemble du territoire, qui s'explique par leur géopolitique interne opposant d'une part, des centres politiques et économiques situés au sud des territoires et d'autre part, des zones faiblement peuplées dans les régions septentrionales. Ces pouvoirs centraux ne peuvent assurer en permanence les fonctions régaliennes de l'Etat dans les zones périphériques.

Par ailleurs, la structure des services de sécurité des pays de la région privilégie les forces de défense au détriment des services de police. De la même façon, les services de justice ont été délaissés. Ce qui explique en partie la trop faible contribution de ces pays à la coopération internationale en matière de lutte anti-terroriste.

Le vide administratif et sécuritaire qui découle de ces déséquilibres géographiques et organisationnels amène certaines communautés locales à vouloir prendre le contrôle de portions du territoire national, et à entrer en rébellion contre le pouvoir central.

Par ailleurs, l'activisme islamique se surajoute et s'appuie sur les intenses activités de contrebande qui gangrènent la zone. Les pays de l'arc sahélien abritent de nombreux trafics : armes, tabac, médicaments, êtres humains et drogue.

Il existe aujourd'hui un risque de contagion de la criminalisation de l'économie vers la sphère politique : le risque que les réseaux criminels transnationaux influent sur l'avenir des Etats du Sud Sahel n'est pas négligeable.

Dans un tel contexte, les bouleversements politico-stratégiques en cours dans le monde arabo-musulman introduisent des paramètres supplémentaires. Si les révolutions démocratiques en Tunisie et en Egypte ont été menées sans l'intervention des courants islamistes, il convient d'être attentif au rôle joué par de telles forces politiques auprès de certains mouvements rebelles. En outre, le recours par certains régimes à des mercenaires en provenance des pays du sud-sahélien pour combattre les mouvements populaires de contestation, porte en germe des risques de déstabilisation. La fuite de réfugiés ou le retour massif de populations sahéliennes immigrées dans les pays du Maghreb constituera un autre défi auquel les pays de la zone devront faire face.

Quatre pays du Sahel impliqués dans la lutte contre Aqmi se réuniront en septembre 2011 à Alger pour discuter de la sécurité et du développement dans cette région en présence des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et de représentants de l'UE.

Il est à redouter qu'un vide du pouvoir à Tripoli ou une partition de pays, suite à l'intervention occidentale, entraînent l'ouverture d'un nouveau front qui attirerait des combattants islamiques.

Comment agissons-nous, face à cette menace pour la sécurité de ces pays du Sahel ?

# Le Proche-Orient et la Méditerranée orientale

## 1. DIMENSION POLITIQUE

L'expression « Moyen-Orient qui émerge au début du XX<sup>e</sup> siècle, est anglaise : *le Middle East* est la zone comprise d'une part entre la Méditerranée orientale, soit le littoral entre les Dardanelles (détroit entre la mer Egée et la mer de Marmara) et le canal de Suez, et d'autre part les Indes (frontière au fleuve Indus)

Aujourd'hui, l'espace concerné comprend le Croissant fertile (Israël, Territoires palestiniens, Jordanie, Irak, Syrie, Liban), la péninsule arabique (Arabie Saoudite, Yémen, Oman, Emirats Arabes Unis, Qatar, Bahreïn, Koweït) et la vallée du Nil (Egypte et Soudan). (On y ajoute souvent l'Iran et la Turquie, parfois même le Pakistan et l'Afghanistan.)

### **Une zone stratégique qui suscite des appétits géopolitiques extérieurs**

Le pétrole est la première source de convoitises extérieures et de turbulences : Le Moyen-Orient est la première zone productrice et exportatrice de l'essentiel des réserves d'« or noir » (2/3 de la production mondiale). Les plus grands producteurs de pétrole sont l'Arabie Saoudite, l'Iran, les Emirats Arabes Unis, le Koweït et l'Irak.

Le pétrole est nécessaire pour la croissance des pays industrialisés extérieurs à la zone et en particulier pour la France, l'Europe et ses alliés. Après la Grande-guerre, il représente déjà un des enjeux géopolitiques entre la France et le Royaume-Uni avec le partage du site de Mossoul.

Les réserves en gaz naturel sont importantes, mais donnent lieu à des manœuvres géopolitiques encore secondaires.

La maîtrise de la production de pétrole se double d'une maîtrise des prix. Dès 1960, les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient créent l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole). Mais les Etats-Unis veillent.

Les puissances extérieures, en particulier les U.S.A, ont sur place des intérêts pétroliers (grandes compagnies : investissements, infrastructures) qui n'ont cessé, depuis l'entre-deux-guerres d'alimenter des tensions entre elles et les Etats du Moyen-Orient. La prospérité des Etats-Unis fondée en partie sur le pétrole pousse progressivement ces derniers à s'assurer le marché pétrolier au Moyen-Orient. Mais comme la production dépend des Etats, les Etats-Unis essaie coûte que coûte de contrôler le Moyen-Orient aujourd'hui. La bonne entente avec les monarchies pétrolières, les interventions en Afghanistan en 2001 et en Irak en 2003 sont autant d'éléments qui montrent l'objectif américain : maîtriser l'approvisionnement du pétrole.

Le contrôle des lieux stratégiques fait également du Moyen-Orient une zone sensible : détroit d'Ormuz, canal de Suez, terminaux pétroliers et axes d'oléoducs, côte du Yémen etc.

Un double enjeu militaire pour les puissances extérieures. Du fait des antagonismes locaux, la zone est fortement consommatrice d'armements d'où la compétition politico-économique entre fournisseurs. Et le surarmement de la zone est une source de préoccupations pour l'hyper puissance américaine et la communauté internationale (seconde guerre d'Irak, question nucléaire iranienne)

Un enjeu de conflit idéologique et civilisationnel : des régimes arabes progressistes sont soutenus par la Russie ; Israël est défendu par les U.S.A, des régimes arabes « conservateurs » sont pro-américains et, aujourd'hui, on note un « choc des civilisations » entre Islam et Occident

**La théorie de l'ARC DE CRISE** propose de « balkaniser » le Moyen-Orient musulman pour créer des mini-Etats pétroliers, plus faciles à contrôler que les Etats souverains à forte identité. Les principaux objectifs de la théorie U.S.de l'ARC DE CRISE étaient de détruire l'Iran et l'Irak, deux pays fondateurs de l'OPEP, et de casser ainsi la politique pétrolière commune de

l'OPEP, créer une zone instable et promouvoir des républiques bananières comme on en connaît de nombreuses en Afrique.

Ce travail d'ensemble dans les années 70 sur la modélisation de théories complémentaires, qui rêvait de détruire l'URSS, a transformé la théorie des ondes de choc et imaginé la phase suivante pour écrire sa propre théorie de la « Ceinture Verte » : un chapelet de pays islamiques au sud de l'URSS afin d'opposer l'islamisme au bolchévisme. Ce bouleversement du jeu géopolitique n'est rien à côté de ce que nous prépare cette théorie d'endiguement contre la Chine.

Nous sommes en présence d'une théorie cynique, qui défend une nouvelle guerre froide et promet une alliance monstrueuse avec un empire islamiste, à la fois nucléaire et pétrolier, destiné à contenir la Chine. Il ne fait aucun doute que la reprise des négociations avec les mollahs est la première étape de la réalisation du plan américain. La reprise des négociations permettra une nouvelle phase de chassés-croisés qui donneront aux mollahs l'opportunité de parachever leurs efforts nucléaires militaires. .

### **En conséquence, le Moyen-Orient est « un arc de crises »**

Crise en Palestine depuis la création brutale de l'Etat d'Israël (guerre de 1948-1949, guerre de 1956, guerre des Six jours en 1967, guerre du Kippour en 1973, guerre civile au Liban de 1975 à 1989, Intifada de 1987 et de l'an 2000, guerre israélo-libanaise en 2006)

Crises pétrolières avec lutte pour la maîtrise de la production et des prix (Iran en 1953, création de l'OPEP en 1960, chocs pétroliers en 1973 et en 1979, guerre du golfe en 1991, intervention en Irak en 2003)

Crises idéologiques et culturelles (Juifs contre Musulmans en Israël, révolution chiite en Iran en 1979, guerre civile en Afghanistan de 1979 à nos jours, attentats dans la région)

La mauvaise gouvernance politique de la plupart des Etats de la région favorise la succession de turbulences internes dans ces pays dont les « révolutions populaires » actuelles sont l'aboutissement. Révolutions contre tous ces régimes politiques souvent dictatoriaux, contre la corruption et le népotisme d'une grande partie des classes politiques locales, contre le poids de l'armée au sein des Etats. (Tunisie, Egypte, Libye, Iran, Syrie, Jordanie, Yémen, Oman...)

Le temps des conflits pétroliers n'est pas achevé. La seconde guerre d'Irak ne constitue pas encore le dernier avatar d'une série de conflits ou de rivalités plus ou moins liés au pétrole. On peut donc s'interroger sur l'intervention récente des forces de l'ONU en Libye. Les pays du Moyen-Orient exigent la maîtrise d'un des produits bruts de leur sous-sol dont l'exploitation peut assurer le développement économique.

Le temps des conflits idéologico-culturels n'est pas non plus terminé. Sur ce plan, la guerre des mouvements islamistes contre les intérêts américains ou occidentaux est révélatrice. La lutte contre l'occidentalisation est bien souvent un moyen de survie pour des populations qui défendent leur propre système de valeurs.

Le temps des conflits purement géostratégiques se prolonge aujourd'hui. Les menaces américaines ou de la communauté internationale contre l'Iran ou la Libye et leur début de mise à exécution, au nom de la défense d'alliés supposés menacés (Israël par exemple) ou d'intérêts stratégiques (pétrole) ne sont pas à sous-estimer.

Ces crises qui sont à la fois idéologiques, géostratégiques et pétrolières, ne convergent-elles pas en une seule aujourd'hui car toutes ces crises apparaissent liées entre elle. Le conflit israélo-palestinien provoque à terme les chocs pétroliers qui renforcent le rejet de l'Occident et notamment ses valeurs libérales.

## **2. LA DIMENSION ECONOMIQUE - Les Intérêts**

L'OPAEP est actuellement considérée comme une organisation internationale à portée régionale et spécialisée. Elle se concentre sur l'organisation de la coopération, sur le développement autour du pétrole, les projets collectifs et l'intégration régionale. En 2006,



l'OPAEP représentait 56,4% des ressources pétrolières disponibles de la planète, pour une production correspondant à 29,84% de la production mondiale des Pays membres, Arabie saoudite, Algérie, Bahreïn, Égypte, Émirats Arabes Unis, Irak, Koweït, Libye, Qatar, Syrie. En l'État des connaissances sur les réserves de pétrole, le Moyen-Orient concentre la majorité des réserves de pétrole. Un ensemble de méthodes a permis aux pays consommateurs de ne jamais souffrir de pénurie de pétrole, Le détroit d'Ormuz est un point de tension géostratégique entre l'Iran, Oman et les Émirats Arabes Unis. La géostratégie des détroits par lesquels passent les pétroliers constitue le second enjeu : celui du transport pétrolier. Près de 20 % du commerce mondial dont 40 % des exportations du pétrole emprunte le détroit d'Ormuz. Aujourd'hui, il est inconcevable que ce dernier soit fermé ou même menacé. Les pays limitrophes sont au cœur de l'une des régions les plus convoitées de la planète. La Cinquième flotte américaine y mouille d'ailleurs en permanence. Les approvisionnements européens dépendent quant à eux, très largement du canal de Suez. Ceux du Japon et de la Chine passent par le détroit de Malacca. La Chine cherchait en 2006 à passer contrat avec la Thaïlande pour faire passer son pétrole par voie de terre et doubler ainsi l'alimentation par le détroit

## **2.1. Modes d'interventions**

### **a. La différence des regards**

Si les enjeux économiques sont réels, ils semblent plus indirects qu'immédiats.

Déterminer des modes d'intervention économique nécessite donc de prendre en compte la nature des intérêts à défendre. Or à l'instar des enjeux politiques, Il semble qu'ils ne soient pas les mêmes vus des différents pays de l'U.E..

La méditerranée, le canal de Suez, et de l'autre côté de la péninsule arabique, le golf persique sont des zones de transit important. La stabilité des pays limitrophes est un enjeu économique pour la liberté des échanges qui intéresse tous les pays européens. Mais les événements des deux dernières décennies ont montré une diversité dans les approches de chacun et la difficulté à apporter une réponse commune. L'existence de priorités différentes apparaît alors en creux. Une même appellation recouvre d'ailleurs une zone d'étendue différente selon les pays. Le maghreb et le machrek sont ainsi intégrés ou non dans le middle east suivant qu'il s'agisse des Etats-Unis, de la France ou de la Grande Bretagne.

De fait, l'Histoire a déterminé des voies d'échanges privilégiés qui dessinent les intérêts d'aujourd'hui. Ainsi même si la croissance de la Turquie lui fait dépasser son statut de force régionale modératrice, les accords turco-européens trouvent un écho différent en Allemagne et dans le reste de l'Union.

De même que la Tunisie, la Libye et l'Égypte paraissent des préoccupations lointaines pour les pays d'Europe centrale et du nord. A l'opposé de ce qu'ils représentent pour la France ou l'Italie.

L'impact des risques d'une immigration déstabilisatrice sont au cœur des préoccupations des pays du sud et les plus avancés mais avec des priorités différentes selon l'origine des risques envisagés.

Le développement économique de la zone méditerranée est donc un axe important pour la France mais secondaire pour l'Allemagne.

Au surplus les cultures diplomatiques sont différentes. Le poids international de la France est supérieur à sa puissance réelle. L'aura mythique d'une culture humaniste est fortement supplée par l'entretien de son réseau. Les relations particulières de la France avec ses anciens protectorats (Tunisie, Maroc, Liban) et sa politique connotée pro-arabe lui permettent de peser dans les échanges multilatéraux.

Dès lors, sa politique est contrainte par le fait même de vouloir la conserver puissante. Au-delà de la prise en compte des retentissements intérieurs de notre politique proche-orientale, les relations franco – palestiniennes sont liées à nos relations avec l'ensemble des pays arabes.

## **b. Une difficile approche commune**

Le partenariat Euromed, créé en 1995 rassemble les 27 pays de l'Union, l'Algérie, l'Autorité Palestinienne, l'Egypte, Israël, le Liban, le Maroc, la Syrie, la Tunisie et la Turquie. Le président Nicolas Sarkozy a voulu dynamiser cette politique en initiant une Union pour la Méditerranée, en juillet 2008. La politique européenne de voisinage devait compléter ce dispositif. L'eau, l'énergie, la libre circulation des biens, l'environnement, les facteurs de paix sont au cœur des discussions.

Mais l'immigration, les gouvernances politiques internes et le conflit israëlo-palestinien ont été écartés des discussions.

Or ces éléments sont au cœur des problèmes rencontrés depuis ces derniers mois.

L'absence de réponse commune européenne depuis le début de la crise pointe le manque de vision stratégique partagée. Elle pose par contre coup la question de l'efficacité des politiques antérieures mises en œuvre.

Un regard vers les Etats-Unis est alors tentant. La doctrine américaine était basée sur une stratégie de morcellement des pays autour de l'ex-Union Soviétique. Cette stratégie dangereuse, car elle a conduit à la montée de pouvoirs islamiques, a été payante en entraînant l'enlisement de l'URSS. La balkanisation de l'arc de crise par les américains reste présente dans la pensée stratégique américaine avec celle du professeur Brzezinski.

L'arc (crescent en fait) est maintenant tendu vers la Chine. La division des états rend moins facile pour la Chine d'avoir des partenariats exclusifs. Au contraire, l'approvisionnement en énergie, et en matières premières en générale, pourrait devenir plus difficile et, dès lors, peser sur la croissance chinoise, avec des conséquences sociales et politiques.

Bien que le colonel Kadhafi ait dénoncé le partenariat Euromed comme une tentative de diviser les états africains, la doctrine européenne semble moins affirmée.

Les états européens paraissent eux-mêmes victimes, dans leurs politiques morcelées, d'une forme de balkanisation. Au surplus, le refus d'une Europe forte par les Etats Unis semble avoir abouti sur ce point.

L'intervention conjointe USA, Grande Bretagne, France contre l'avis de l'Allemagne (qui s'est contenté d'une abstention à l'ONU) en Libye est symptomatique de l'absence de politique européenne concertée. Et le soutien des Etats-Unis souligne cette division.

La situation de l'arc de crise pose donc en creux la question de la politique européenne.

Chaque acteur a des intérêts à défendre mais la vision globale semble absente.

Les enjeux sont pourtant réels : flux migratoire, développement possible d'une zone économique partenaire, liberté de circulation des marchandises. Et au-delà, des partenariats avec plusieurs pays de l'arc, seraient des soutiens possibles dans les conseils internationaux. Ils donneraient à l'Europe un poids dans ses négociations avec l'OMC ou sur les règles de régulation financière internationale. La France, de ce point de vue, a un réseau qui lui permet d'avoir une aura certaine. Elle pourrait mettre au profit de l'U.E. ces bénéfices de son histoire et de sa politique diplomatique. Mais encore faudrait-il qu'une gouvernance économique européenne émerge.

Le point central devient alors de déterminer pour l'U.E., quels sont ses intérêts communs.

## **3. SECURITE**

Aux défis politique et économique posés par le Moyen-Orient, il convient de faire face tant à l'extérieur de la France et de l'Europe qu'à l'intérieur avec des moyens aussi gradués que possible pour limiter le nombre et l'ampleur des conflits potentiels.

### **3.1. A l'extérieur.**

On constate d'une façon générale que le nombre des conflits diminue avec le degré de démocratisation des Etats : il n'y a pas de raison que la zone concernée échappe à cette loi.

Le problème actuel est que les Etats démocratiques de cette zone sont dans leur quasi-totalité

(à part Israël) sous des régimes autoritaires. Néanmoins depuis la fin de 2010, un certain nombre de pays (Égypte, Libye, Yémen, Syrie, Jordanie, ... ) ont été le siège d'évènements en liaison avec la recherche de démocratie. Les différents soutiens diplomatiques, voire militaire (cas de la Libye) , qu'ils soient jugés ou tardifs ou mal adaptés, constituent cependant des réponses allant dans le bon sens. Mais ces soutiens en eux-mêmes seront toujours insuffisants si l'avènement d'améliorations d'ordre démocratique n'est pas renforcé par des mesures beaucoup plus amples d'aide au développement. La France seule n'est pas en mesure de répondre et, une fois de plus, la réponse doit être d'ordre international, à commencer par le niveau européen. Or, sans développement économique la démocratie ne résistera pas et nous serons ramenés au stade antérieur, des « barbus » à tendance belliqueuse prenant éventuellement la place des dictateurs qui assuraient précédemment la « tranquillité ».

Ce soutien diplomatique aux mouvements d'émancipation doublé d'une aide au développement est la façon la plus policée de prévenir des conflits durs.

Il convient aussi de souligner que le « coup de pouce » militaire éventuellement ajouté au soutien diplomatique (cas de la Libye) reste d'un coût relativement modeste. En revanche les différents Etats intervenant semblent avoir du mal à trouver la structure de commandement militairement et surtout politiquement bien adaptée.

Hormis cet aspect particulier et récent de la politique au Moyen-Orient, l'essentiel des questions de sécurité extérieure avec cette partie du monde concerne et la sécurité des approvisionnements en pétrole et la prolifération des armements dans les domaines nucléaire et balistique. Là encore, il conviendra de favoriser en premier lieu toutes les solutions diplomatiques possibles. La France, mais mieux l'Europe, devra s'efforcer de faire entendre sa voix dans la lutte d'influence dans la région que se livrent la Chine, l'Inde et le Pakistan, en particulier vis-à-vis de l'Iran et de l'Irak.

La sécurité des routes maritimes d'approvisionnement en pétrole devra continuer à être assurée (et donc les moyens humains et matériels nécessaires), de préférence à l'échelon européen : de ce point de vue la base française d'Abou Dhabi constitue un élément intéressant.

Dans l'état actuel de la région, une intervention avec troupes au sol est peu probable, sauf dans le cas particulier (peu probable) d'un mandat des Nations-Unies, entre autres compte tenu de la réticence des Etats-Unis. Or sans eux rien n'est possible dans ce domaine : la France ne dispose pas de forces terrestres significatives pour s'engager militairement de façon isolée. Et le Royaume-Uni, seul capable avec la France de procurer des moyens significatifs à une Force Européenne et seul éventuellement enclin à prendre la décision politique d'un engagement militaire bilatéral d'importance et de durée limitées, se range derrière les Etats-Unis dès que cet engagement est susceptible de revêtir un caractère plus vaste.

Quant à une structure européenne de défense, on en est à un embryon de commandement capable d'engager des forces d'une relative importance. Mais le Royaume-Uni est très réticent à cette idée, et fait de suite appel à l'OTAN. Et les autres pays européens qui ne veulent déjà pas « cotiser » à cet organisme se contentent de se réfugier sous un parapluie américain qui va de plus en plus prendre l'eau : les Etats-Unis sont hostiles eux aussi à l'idée de Défense Européenne, et de plus en plus tournés vers les pays émergents. C'est pourquoi la France devra faire avec ses petits moyens propres par ailleurs d'excellente qualité. Mais cette faible quantité a des limites. En effet si le Livre Blanc prévoit de pouvoir engager 70000 hommes pendant un an, il faut bien se rendre compte qu'un engagement limité à 4500 hommes comme en Afghanistan mais sur plusieurs années est usant. En 2009 par exemple, l'armée de terre française a engagé sur différents théâtres 56000 hommes pendant six mois, soit près de la moitié de son effectif. Il est donc possible d'engager des moyens français, mais le plus souvent dans un cadre multilatéral sous mandat de l'O.N.U., ce qui réduit fortement l'autonomie politique. C'est ce qui se passe en Libye, avec l'avantage pour la France d'avoir été le moteur de l'intervention mais avec l'inconvénient d'un manque de troupes au sol (qui aurait certainement été mal considéré dans le monde arabe) risquant de conduire à

l'enlèvement : on touche là les limites du système.

Par ailleurs dans le cas d'un conflit comme celui de l'Afghanistan, donc avec troupes au sol, il nécessite militairement une durée (ralliement des populations) que les politiques ne pourront pas supporter sous la pression de leurs opinions publiques. Faute de disposer de suffisamment de forces nationales, la France est contrainte d'agir militairement dans un cadre multinational. Ce cadre, dans la conjoncture, ne pourra même pas être européen avant longtemps d'autant que la structure européenne de politique étrangère est loin d'être « opérationnelle ». C'est pourquoi l'action diplomatique française conserve, malgré ses limites, une importance capitale. D'autres pays l'ont également compris, comme le Royaume-Uni (également à l'origine de l'intervention en Libye) ou la Turquie qui favorise des négociations pour le départ du Colonel Kadhafi, jouant ainsi un rôle de puissance régionale qu'elle recherche instamment.

### **3.2. A l'intérieur.**

Les répercussions des problèmes du Moyen-Orient sur le sol français concernent essentiellement le terrorisme et l'immigration, ces deux points n'étant pas nécessairement liés. Le terrorisme d'origine interne peut tenter des jeunes des quartiers dits sensibles ... ou pas. En dehors d'une surveillance efficace, la lutte contre ce phénomène passe par une amélioration économique et sociale du sort des individus qui seraient tentés par ce genre d'activité.

Le terrorisme « importé » doit être combattu lui aussi par une surveillance efficace des moyens de renseignement, mais également par une aide au développement des pays d'origine des individus qui voudraient le pratiquer.

Quant à l'immigration sauvage, seule l'aide au développement des pays pauvres est susceptible d'en venir à bout.

## **Le Golfe Arabo-persique et la Péninsule arabique.**

L'arc de crise défini dans le Livre Blanc s'étend de l'Afrique sub-saharienne à l'Afghanistan. Malgré l'hétérogénéité de cette zone, se dessine une connexion d'intérêts (Maghreb, Proche et Moyen-Orient, Pakistan et Afghanistan) qui pourrait remettre en question des situations fragiles. La montée des tensions se manifeste déjà à force vive avec des tensions sociales dues à la misère, avec la mise en réseau de groupes terroristes et, dans un futur plus ou moins proche, le risque nucléaire, mais également les risques chimiques et biologiques, devront être pris en compte.

Cette situation est rendue d'autant plus complexe que les ressources en hydrocarbures demeurent centrales pour l'approvisionnement énergétique des pays européens, mais que ces ressources attirent aussi la convoitise de puissances géographiquement plus éloignées dont l'action conduit parfois à des comportements diplomatiques inattendus qui accroissent l'instabilité internationale.

Cette instabilité vient de s'amplifier depuis ce début d'année 2011 avec les révoltes des peuples arabes dans plusieurs états du Maghreb et du Machrek, en particulier en Tunisie, Algérie, Libye, Egypte, Arabie Saoudite, Bahreïn et Yémen.

Manifestement, ces révoltes sont de facto le prélude d'un nouvel ordre géopolitique au Moyen-Orient. En effet, l'effondrement du régime de Ben Ali en Tunisie a créé une onde de choc qui se propage dans le Maghreb et le Machrek. Les révoltes populaires qui en résultent ne seront pas sans conséquences sur l'ordre géopolitique au Moyen-Orient. Or ce dernier doit être envisagé en fonction de trois enjeux : le conflit israélo-arabe et son évolution; la nature du système interétatique au Moyen-Orient ; et le rôle des puissances étrangères sur ces territoires, notamment des États-Unis.

Le processus de démocratisation déclenché par les révoltes populaires va influencer sur la conduite de la politique étrangère et de sécurité de chaque pays. Des questions devront ainsi trouver réponse. Le successeur de Moubarak en Égypte reprendra-t-il à son compte le soutien au processus de paix au Moyen-Orient ? Les changements dans la région bénéficieront-ils aux islamistes ? L'émergence de la démocratie dans le monde arabe constituera-t-elle un facteur de paix ou de guerre ?

L'approvisionnement pétrolier et celui du gaz sont garantis par la présence de nombreuses bases et forces militaires américaines dans la région (par exemple la V<sup>ème</sup> flotte en mer Rouge, la VI<sup>ème</sup> flotte en méditerranée, des bases à Djibouti, Diego Garcia et dans le détroit d'Ormuz...). Les tensions dans les pays du détroit d'Ormuz qui font face à l'Iran (de Bahreïn à Oman) et qui se trouvent à proximité des champs pétrolifères saoudiens inquiètent le monde occidental. L'Iran a les capacités à empêcher le transit du pétrole à travers le détroit d'Ormuz. En outre, une déstabilisation durable de l'Arabie Saoudite, premier exportateur de pétrole brut entraînerait une augmentation insupportable des cours pour l'économie mondiale. L'Arabie Saoudite, la Libye, l'Iran, l'Irak, le Koweït et les Emirats Arabes Unis possèdent à eux seuls 60 % des réserves de pétrole et 40 % de gaz. Aussi, sécuriser les voies maritimes autour du golfe arabo-persique, épice de la production mondiale est essentiel.

On comprend la détermination des américains à empêcher quiconque de porter atteinte à l'intégrité des transports des hydrocarbures saoudiens. La sécurisation des gisements et des routes du pétrole a été réaffirmée dans la doctrine du Président Carter en 1980. Cette doctrine pose comme principe intangible qu'aucun pays menaçant ne peut contrôler cette région hautement stratégique.

À propos de cette doctrine qui a été encore réactivée en 1990, lors de l'invasion du Koweït par l'Irak et l'apparition de la menace nucléaire iranienne, il faut évoquer la création du centre unifié de commandement (Centcom) du Pentagone qui couvre une aire géographique s'étendant du Maghreb au Pakistan, pour pouvoir projeter une force d'intervention rapide en cas de crise. Cette stratégie de défense des marchés pétroliers est permanente et se poursuit aux autres régions du monde riches en hydrocarbures (mer Caspienne, en Asie Centrale ex.) Également, un autre commandement unifié, l'Africom est chargé depuis 2008 de veiller sur le continent africain à la stabilité, à la lutte contre le terrorisme, et si besoin, à la sécurisation des exportations pétrolières du golfe de Guinée.

À noter que les Chinois veillent de plus en plus étroitement à leur approvisionnement en provenance du Moyen-Orient. Ils ne cessent de renforcer leur marine de guerre et ont installé de nombreuses implantations portuaires (appelées le collier de perles) en bordure des routes maritimes reliant le Golfe à la Chine (Birmanie, Sri Lanka, Bangladesh, Pakistan).

Toutefois, pour le présent, seuls les Américains ont les moyens de garantir l'approvisionnement mondial en hydrocarbures. Même si, ils cherchent à réduire leur dépendance au pétrole, celui du Moyen-Orient notamment, en diversifiant leur « mix » énergétique (nucléaire, charbon propre, agro carburants, renouvelables), ils ne peuvent relâcher ce volet militaire de la politique de sécurité énergétique.

Pourtant, les révolutions du monde arabe, en ce début 2011 dévoilent un phénomène important pour l'avenir, celui de la diminution sensible de la puissance hégémonique américaine. Les raisons se trouvent probablement dans le niveau considérable de l'endettement public américain et de ses autres engagements militaires. Les hésitations visibles devant la crise arabe de l'Exécutif américain aggravent encore cette impression de baisse stratégique de sa politique sur le Maghreb et le Moyen-Orient. Mais malgré sa volonté stratégique de ne pas donner l'impression qu'il s'engage directement dans un nouveau conflit en pays musulman, il ne peut baisser la garde.

Par ailleurs les fortes turbulences et les appels à l'aide des peuples arabes révoltés ont mis une nouvelle fois en évidence le manque de décision et de cohésion de l'Union Européenne.

Toutefois, les résolutions lucides et courageuses des gouvernements français et britannique face à la crise libyenne, couplées elles-mêmes avec l'abstention attentive chinoise et russe, et le feu vert, bien que prudent voire hésitant d'une ligue arabe sensibilisée par la révolution égyptienne offrent le soutien aux peuples ouverts à la liberté et à la recherche de la démocratie.

Cet engagement qui a été salué par les dirigeants français et britannique a permis aux Etats-Unis de dépasser ses réticences politico-économiques et d'obtenir l'adoption par l'O.N.U de la résolution 1973 autorisant l'usage de la force en Libye pour protéger le peuple contre la répression sanglante de son chef.

Mais, les difficultés de la France et de l'Angleterre à entraîner dans leur décision l'Allemagne et d'autres pays de l'Union Européenne illustrent les difficultés à mettre en place une véritable politique de sécurité et de défense commune. Même lorsque la crise survient dans une zone proche où l'Union serait censée jouer son rôle de puissance régionale, elle ne parvient pas à parler d'une seule voix.

Quant à la démocratie que l'on souhaiterait voir s'installer à l'issue de ces révolutions des peuples arabes, il convient d'être plus que prudent, ne serait-ce qu'à cause de l'expérience des pays du monde occidental et de leur histoire. Elle mettra forcément beaucoup de temps à s'installer. Dans ces pays du Maghreb et du Moyen-Orient, la misère économique, l'illettrisme, la tentation islamiste, les divisions tribales sont autant d'obstacles à la culture de l'Etat de droit. Et, on est en droit de penser que le faible germe "démocratique" des révoltes arabes n'est pour l'instant qu'une promesse.

La coalition menée sous mandat de l'ONU peut, brièvement, la protéger de l'orage. Mais seuls les peuples peuvent la faire croître sans l'arracher. Et sur ce plan, il est difficile de reprocher aux pays démocratiques du monde occidental de les aider.

Si l'intervention militaire en Libye est justifiée au premier plan par des raisons humanitaires, et autorisée par un Conseil de Sécurité dans son rôle, au motif que la situation en Libye est une menace pour la paix et la sécurité internationale, il n'en demeure pas moins qu'il existe bien d'autres raisons relevant des intérêts nationaux des Etats intervenants.

A ce propos, il est intéressant de noter dans les discours du Premier Ministre anglais, le 18 mars 2011 devant la Chambre des Communes, puis en Ecosse qu'il insistait sur le fait que cette intervention était justifiée non seulement par l'impératif moral de résoudre cette crise humanitaire grave, mais aussi pour des causes d'intérêt national comme le risque sécuritaire d'un état déstabilisé aux frontières de l'Europe, l'immigration des libyens fuyant leur pays et la menace terroriste. Mais tous ces facteurs dissimulent mal des intérêts implicites pour le pétrole et le gaz et des raisons de politiques intérieures aux Etats intervenants.

Mais pour le présent, ces régions de forte production pétrolière risquent, en raison des différents conflits, de se voir contraintes de diminuer leurs exportations. Ce qui entraînerait par voie de conséquence une soudaine pénurie sur le marché mondial et une forte montée des cours des hydrocarbures.

On constate bien que les rapports entre pétrole et géopolitique sont très importants et que les interactions entre eux sont de plus en plus nombreuses et graves. Quoi qu'il en soit, la France, l'Union Européenne et leurs Alliés ont tout intérêt à aider ces peuples voisins à retrouver leur

stabilité et la paix, et à progresser sur le long chemin de la démocratie.

## L'Afghanistan.

L'Afghanistan peut-il servir de modèle dont les enseignements seraient à même de servir dans l'analyse des défis futurs de l'arc de crise ? C'est cette hypothèse d'une modélisation qui a été choisie au travers d'un questionnaire sur les objectifs de l'action en Afghanistan (1), sur les moyens de l'action menée (2) et sur les modes de règlement d'un tel conflit (3).

### **1. Quels sont les objectifs de la France et de l'Europe dans son action en Afghanistan ?**

Dans la liste des défis de l'arc de crise, l'Afghanistan se doit d'apparaître en bonne place mais afin d'éviter de rentrer dans une analyse géopolitique des dernières perspectives du « grand jeu », nous adopterons un angle de vue différent reposant sur le postulat d'une approche systémique classique : le problème ne cache-t-il pas l'objectif ? Ainsi, en examinant l'action menée en Afghanistan et en s'interrogeant sur la nature du projet qui soutient cette action il est possible de prolonger le questionnement sur la vraie nature du défi que représente l'Afghanistan (et plus généralement les pays appartenant à « l'arc de crise » et plus précisément sur le fait de savoir si ce défi est moins en l'autre qu'en nous-mêmes.

L'Europe est engagée militairement en Afghanistan, l'euphémisme « d'intervention » cache mal qu'il s'agit d'une guerre. Si, selon le Général Carl Von Clausewitz, « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens » la question est donc d'établir de quelle politique cette guerre est-elle la continuation ? Ou pour reprendre l'intitulé du sujet : à quel défi faisons-nous face ? Historiquement, la réponse est simple, il s'agit du prolongement logique de la « guerre contre le terrorisme » suite à « l'attaque » des Etats-Unis le 11 septembre 2001 (cette interprétation ayant aussi l'autre avantage de justifier le cadre otanien de l'opération). Ainsi donc, l'objectif de la France et de l'Europe (au sens ou d'autre pays européen sont aussi engagés) serait de faire face au défi du « terrorisme international » et de ses soutiens.

Cependant, la question que l'on doit se poser à propos de toute guerre est celle de l'anticipation de sa fin : quand pourra-t-on dire que la guerre est gagnée et que les objectifs qui l'ont conduite sont atteints ? La question à se poser sur l'Afghanistan est donc celle de l'atteinte de ses objectifs politiques et si on ne peut répondre à cette question cela veut dire que cette guerre est déjà perdue. Il apparaît donc (et sans remettre en cause la valeur de nos unités, ni d'ailleurs la possibilité d'une réelle « victoire militaire », ce ne serait pas la première fois qu'une victoire militaire aboutie à une défaite politique) que des objectifs aussi vagues que la stabilité du pays et l'éradication du « terrorisme international », ne seront jamais réellement atteints. Bien sûr, il sera toujours possible de trouver une sortie honorable en faisant en sorte, pour reprendre Pascal, de faire passer ce qui est fort pour juste, ne pouvant faire que ce qui est juste fût fort, à la manière de l'Irak, mais cette auto conclusion satisfaisante n'effacera pas la réalité de l'absence d'objectifs réels et assumés. En fait, le seul objectif réalisé semble celui d'exister en tant que puissance internationale moyenne au côté des Etats-Unis.

Le problème de s'engager ainsi sur une stratégie étrangère est, qu'outre que perdre des moyens qui aurait pu être engagé autre part, on ne développe pas de stratégie propre tant on est occupé à justifier en permanence le choix que l'on a fait de s'aligner sur la stratégie des

autres, non seulement par rapport au choix initial mais aussi bien sur par rapport aux choix conséquents, ce qui finit par nous entraîner dans un comportement schizophrénique.

Une illustration typique de cette schizophrénie est le refus d'assumer notre action et, ce qui en est aussi une conséquence, de nier notre propre nature dans le but de ne pas paraître être ce que nous faisons. En fait, l'Europe face au dilemme de soit traiter le problème en s'attaquant à ses effets, soit régler le problème en s'attaquant à ses causes, choisit systématiquement la première solution de peur d'avoir à s'assumer en tant que puissance et civilisation si elle optait sur la seconde. Des épisodes comme celui des racines chrétiennes, de l'entrée de la Turquie dans l'UE ou les fuites sur le rapport de fin de mission d'un aumônier militaire en Afghanistan sont symptomatiques de cette condescendance hypocrite mais le véritable révélateur en est l'absence d'une exigence de réciprocité du point de vue des droits fondamentaux.

Le vrai défi par rapport à l'arc de crise est donc de prendre conscience, qu'outre le fait que ces reniements ne trompent personne (souvenons-nous de Bonaparte en Egypte), il est extrêmement préjudiciable tant du point de vue intérieur qu'extérieur de jouer ainsi avec les valeurs de la civilisation européenne au nom d'un modèle exclusivement marchand. Ainsi une société ou une civilisation qui n'a rien à défendre n'a non plus rien à offrir et que dans ces conditions se préoccuper de risques ou d'opportunités qui lui sont extérieurs n'a pas de sens.

## **2. A-t-on les moyens de notre action en Afghanistan et dans les futures actions ?**

Deux conflits majeurs, engagés depuis ces dernières années, ont façonné à moyen et long terme l'évolution géopolitique et géostratégique internationale et ont vu l'implication forte de l'opinion publique dans ces enjeux. Désormais, l'intérêt euro-atlantique pour la situation politique et militaire en Afghanistan a focalisé toutes les attentions. De plus, d'autres facteurs, notamment économiques et culturels, sont aussi à prendre en compte dans le contexte de la crise économique mondiale. En effet, à travers ces conflits et dans leur prolongement, clairement une relation conflictuelle apparaît entre une vision du monde occidentale, démocratique, jalouse de son confort, et une vision islamique déformée par les poussées extrémistes.

En ce qui concerne l'Afghanistan, avec la guerre civile interne à une intervention militaire internationale, le conflit prend maintenant une dimension régionale de plus en plus élargie.

La guerre dépasse le cadre géographique national ; elle a des prolongements au Pakistan, en Asie centrale, dans le Caucase et même en Iran. En plus du combat spécifique des talibans qui ont la mainmise sur une grande partie de la population pachtoune, il y a le risque de déstabilisation du Pakistan et des Etats frontaliers du Nord, l'implication et la concurrence, de manières diverses, des grandes puissances comme les Etats-Unis, la Chine, la Russie ou l'Inde et les enjeux majeurs au niveau mondial en matière de trafic de drogue ou de trafic d'armes.

Ainsi, le peuple afghan et ses dirigeants, comme déjà au cours de l'histoire, se retrouvent au coeur de problématiques dont ils sont les premières victimes. La marche forcée vers la démocratie qui est imposée à l'Afghanistan, l'impossibilité de mettre en place un système économique moderne et transparent, et la déstructuration de la société après tant d'années de guerre, sont un handicap supplémentaire pour la stabilisation de la région.

La communauté internationale, à commencer par les Etats-Unis, semble avoir pris conscience des erreurs stratégiques commises depuis le début de la guerre et s'engage dans une approche globale de la situation, incluant le développement social et économique au même niveau que



la sécurité et la paix. Le renforcement de l'effectif militaire américain et européen, l'apport de matériel adapté au conflit et au terrain, et la création de corps de formateurs militaires et civils pour arriver à « l'afghanisation » de toutes les structures institutionnelles et économiques doivent apporter des résultats positifs sur le moyen terme. Mais la population afghane est lasse et impatiente, les populations des pays contributeurs deviennent hostiles à la poursuite de l'aventure, et les ennemis de la paix savent que le temps est leur meilleur atout.

Ainsi, l'Afghanistan est maintenant au coeur d'un conflit aux ramifications mondiales, mais aussi, de facto, au centre d'une grande zone de bouleversements géopolitiques et géostratégiques pour les années à venir.

Ce qui était un conflit contenu, de faible intensité, est devenu un problème majeur pour beaucoup de capitales dans le monde. L'effort militaire a déjà coûté, à lui seul, des milliers de vies et des centaines de milliards d'euros. La vie des populations civiles ne semble pas s'améliorer au quotidien, les dérèglements climatiques et la crise économique mondiale amplifient les difficultés et les risques de mouvements divers et incontrôlables des forces en présence.

Il faut bien avoir conscience que si, actuellement, l'issue de la guerre n'est pas déterminée, même si la mort d'Oussama Ben Laden représente un grand tournant dans l'évolution du conflit, l'Europe a un rôle important à jouer dans cette région car sa sécurité actuelle et future dépend de l'évolution de la situation régionale, bien au-delà de la seule question afghane.

La situation actuelle de l'Afghanistan ne permet pas les départs des troupes sur place. En effet, le pouvoir politique Afghan ne peut assurer les missions régaliennes qui lui incombent.

La vulnérabilité et l'interdépendance des nations aboutissent à ce que l'Occident ne puisse se permettre de conserver, au sein même de ce qui a été défini comme « l'arc de crise » une zone non contrôlée laissée aux mains de groupuscules terroristes. Cependant, en réponse à une telle intervention de la France sur ce théâtre extérieur, il est probable que la menace terroriste sur le sol national n'en soit que décuplée. La pression de l'opinion publique étant déterminante dans les conflits armés, il convient dès lors de maintenir sa sensibiliser aux problématiques du fait des répercussions directes sur la sécurité intérieure. Dans le climat économique actuel de crise mondiale ou les difficultés d'ordre financière de la France sont utilisés pour démontrer la faiblesse des actions sociales et populaires entreprise par le gouvernement, le coût que représente l'investissement français dans le conflit afghan est propice à la perte de l'adhésion populaire. De plus, la mort d'Oussama Ben Laden qui représentait la légitimité de notre participation vient de s'effacer. Cette opinion publique est d'autant plus précieuse que les élections présidentielles se rapprochent. La France a de moins en moins les moyens humains, matériels, financiers des armées françaises, pour participer à ce théâtre.

### **3. Comment régler le conflit ?**

Nos sociétés, faites d'humains, fonctionnent depuis toujours avec les talents et les travers des hommes qui les compose. Il n'y a donc pas d'évolution à attendre quant aux ressorts qui animent nos sociétés ; intérêts et sentiments.

Classons dans le domaine des intérêts tout ce qui touche aux besoins de survie et de tout ce qui est nécessaire pour les satisfaire, incluant ainsi toute forme de paiement pour obtenir un bien. Rangeons dans le domaine des sentiments tout ce qui concerne l'affectif, ouverture sur autrui, désir d'échange et de rapprochement, communauté de vue, symbiose entre individus et groupes d'individus.

Si l'humain est doué de sentiments, les sociétés ne vivent et survivent qu'avec les intérêts. Ainsi les choses seraient-elles définitives et classées pour toujours ? Et seul le progrès technique ferait varier la perception du monde qui nous entoure en fonctionnant sur le même modèle depuis notre arrivée sur cette planète ? Nous reviendrons sur cet aspect des choses. La religion est-elle à ranger dans le domaine des sentiments ou relève-t-elle de la composante des intérêts. On ressent spontanément l'envie d'opter pour le camp des sentiments.

En réservant donc aux seuls individus l'aptitude aux sentiments et laissant les intérêts aux sociétés, on impose à nos sociétés, que l'on souhaite fondées sur des démocraties, de faire abstraction de la dimension sentimentale, entendons spirituelle. La démocratie ne représente donc plus que des intérêts par opposition des croyances aux biens matériels. Qu'advient-il lorsqu'une société doit ou veut exporter pour vivre ? Elle doit réunir ou créer les conditions qui vont lui permettre le meilleur positionnement vis à vis de sa cible et de ses concurrents. On voit là naître une première cause de malaise au travers d'un mélange « démocratie / intérêts » ; lequel est devant, lequel est derrière ? Alors pour tenter de rendre plus claire la démarche on contourne par une voie plus individuelle qui va passionner les débats par un écho à la dimension spirituelle ; la religion ! Et quelle meilleure cause que les idées sous forme de croyance pour recourir à la bataille ? Si la légende veut que le cheval de Troie ait été une arme de ruse, la guerre ne deviendrait-elle pas elle-même le cheval de Troie ?

Pour revenir à la constance des choses que seul le progrès technique saurait nous faire croire que le monde s'améliore, nous devons prendre en compte la communication entre les individus qui devient une arme de mobilisation massive. C'est certes un lieu commun que de citer les prouesses, les vertus et les risques des nouvelles technologies qui ont envahi notre quotidien (pour moins de 10% de la population terrestre, cependant) mais bien qu'étant un lieu commun, il ne semble pas pris totalement en compte par une partie de la population, et de surcroît par celle qui préside aux décisions les plus élevées et les plus engageantes.

Ainsi, continuer à user de stratégies politiques convenues pour servir une cause que l'on cherche à taire relève d'une pratique intelligente mais frappée d'un anachronisme affligeant. Tout ne peut être dit, toute stratégie requière la discrétion et parfois même une certaine forme de mensonge. Il ya cependant une différence entre les nécessaires arrangements utiles à rendre possible une action et le mensonge sur la finalité de la dite action. Réfléchir et agir comme il y a deux siècles au milieu de populations pouvant tout savoir en temps réel relève de l'aveuglement et ne laisse aucune chance de recueillir l'adhésion des peuples. Quand les vraies intentions sont dévoilées, c'est l'adversaire qui ressort grandi.

Clémenceau déclarait que la guerre était une chose trop sérieuse pour être confiée à des militaires, est-elle en de meilleures mains des politiques ? Certes, c'est au politique que revient légitimement la décision d'engagement militaire mais la confusion devenue trop visible entre décideurs et intéressés rend périlleuse l'entreprise guerrière lorsque les foules ne se sentent plus concernées et que les motivations annoncées ont révélé une forme de manipulation. Echouer dans la conquête d'un territoire c'est courir le risque de revenir aux frontières antérieures. Echouer dans l'exportation d'une démocratie c'est renforcer le régime que l'on vouloir renverser. Mais si ce n'était pas là notre vrai objectif, alors tout ceci n'est peut être pas si grave ...

# Conclusion

Les peuples du monde arabe aspirent très fortement grâce aux nouvelles technologies qui facilitent la communication et l'information à la liberté et à un partage plus équitable des ressources de leur continent. Les révolutions prennent toujours naissance dans la misère, l'oppression et l'injustice.

La France et l'Union Européenne, face aux menaces réelles qu'entraînerait une déstabilisation des pays du nord de l'Afrique et du Moyen-Orient, se doivent surtout d'accompagner ce mouvement de démocratisation par l'aide et l'assistance en se gardant surtout de toute ingérence.

Mais ces conflits internes aux pays de l'Arc de Crise mettent en évidence une nouvelle fois la nécessité pour l'Union Européenne de poursuivre sa construction vers d'avantage de cohésion, de réfléchir à sa politique d'immigration, d'organiser sa défense et de progresser sur la mise en place d'une véritable gouvernance, sans écarter du jeu l'Union Africaine.

Par ailleurs, il apparaît nécessaire que les missions et les modalités de fonctionnement de l'OTAN soient repensées dans le cadre de l'évolution stratégique du monde et des nouveaux équilibres entre les grandes puissances en particulier les nouvelles comme la Chine par exemple.

Enfin, ces questions importantes tant pour l'Europe que l'OTAN doivent être examinées en permanence par rapport à la politique économique, financière et militaire des Etats-Unis qui entend rester l'hyper puissance au centre du système monde.